

Monsieur la Rectrice de l'académie de Paris, mesdames et messieurs membres du CSA,

Ce CSA académique est réuni pour poursuivre les opérations de préparation de rentrée dans l'académie, à la suite de la présentation début février de l'utilisation des moyens enseignants dont disposera l'académie à la rentrée 2026. Il permet de mesurer concrètement les conséquences du budget d'austérité imposé au Service public d'Education. Les conditions dans lesquelles va se dérouler la rentrée 2026 sont les conséquences directes de la politique de l'offre menée depuis 2017 et poursuivie depuis, malgré les défaites électorales qui auraient dû conduire à minima à son inflexion. L'analyse du bilan économique de cette politique aurait dû, lui, conduire à son abandon, tant les inégalités ne cessent de progresser et le nombre de personnes en situation de grande pauvreté ne cesse d'augmenter. La défaite cinglante de Rachida Dati à la mairie de Paris ne fait que confirmer notre analyse. Les politiques éducatives violentes menées à l'égard de la jeunesse se poursuivent. Après parcoursup et le lycée Blanquer, après le choc des savoirs, après le parcours Y, qui se sont heureusement heurtés au mur de la résistance de nos professions, c'est désormais la démographie scolaire qui est invoquée pour continuer à maltraiter l'École. Les choix opérés par le gouvernement pour répondre à la baisse de la démographie scolaire dans les établissements conduisent bien souvent à l'augmentation des effectifs dans les classes, des suppressions de classes, la suppression d'options, ou des regroupements par niveaux de celles-ci, une nouvelle diminution des possibilités de dédoublement. Au final, baisse démographique rime avec dégradation des conditions d'apprentissages.

Les modalités d'expression de l'inquiétude, et l'insatisfaction, quand ce n'est pas une colère légitime des collègues sont, si elles se sont exprimées de manière variable, sans ambiguïté : elles traduisent une claire opposition à la poursuite de la dégradation des conditions de travail et d'enseignement de nos collègues dans les collèges et les lycées ; à la multiplication des compléments de service ; à l'amputation de l'offre de formation.

Que dire des nombreuses suppressions de postes présentées dans le document de travail de ce CSA académique ? Qu'elles ne sont qu'une partie des retraits de moyens opérés, en effet les BMP se réduisent, mais aussi qu'elles se traduisent par 64 mesures de carte scolaire, ce qui entrainera la sclérose du mouvement intra dans de très nombreuses disciplines. Dans notre académie, comme ailleurs, la mise en place des PAS est venue majorer la récupération de moyens par le ministère. On constate ainsi un flou relativement inquiétant qui règne encore à ce stade sur l'imputation de la consommation des moyens dédiés à l'ouverture des PAS : la FSU rejette ce dispositif qui détourne des personnels de leurs missions, et détourne aussi désormais des moyens d'enseignement qui manqueront aux écoles et établissements auxquels ils sont destinés. Mais au-delà de cette dénonciation, elle condamne la méthode retenue qui met en concurrence les moyens 1er et 2nd degré, sans visibilité pour le moment du plein impact sur ces deux budgets de cette transformation des PIAL et des métiers que nous contestons.

Concernant les postes d'enseignants en documentation, nous regrettons encore une fois que les deux fermetures annoncées ne soient pas redéployées dans les deux établissements de notre académie n'en disposant toujours pas. Chaque année, nous demandons à ce que les élèves scolarisés en EREA puissent eux aussi bénéficier d'un espace de travail et de lecture ouvert à tous avec l'accompagnement d'un professeur en documentation.

A n'en pas douter, la tenue prochaine du CSA pour l'examen des moyens dévolus au 1^{er} degré, sera une nouvelle occasion de porter les mêmes diagnostics pour les écoles maternelles et élémentaires : l'occasion ratée de la baisse démographique pour réparer au plus vite et au maximum une École publique particulièrement malmenée depuis 2017.

Nous l'avons déjà dit et redit, et nous le répéterons, parce que c'est ce que disent et répètent nos collègues, qui sont attaché·es à la réussite des élèves, et dès lors aux conditions qui la favorisent.

Aujourd'hui, il est indispensable de profiter de la baisse démographique comme levier pour la réussite de tous et toutes nos élèves, et particulièrement des plus fragiles. Lutter contre les inégalités scolaires, qui ne sont que le reflet des inégalités sociales que l'école n'arrive pas à réduire, ne peut se faire sans maintenir les moyens.

Ce CSA académique est une nouvelle occasion de voir la traduction des choix budgétaires pour 2026, à travers l'examen de l'emploi des moyens consacrés aux personnels qui, s'ils et elles ne sont pas des enseignant·es, sont également indispensables à la conduite de l'action éducative sur le terrain : personnels de direction; CPE ; Psychologues de l'Éducation nationale ;personnels administratifs ; personnels de santé et sociaux. Et pour l'ensemble de ces personnels, la logique qui prime est partout et systématiquement celle des suppressions et dans le meilleurs de cas du redéploiement de postes. Dans les groupes de travail réunis en amont de ce CSA, c'est cette logique qui a systématiquement prévalu, et nous tenons à le dénoncer ici : alors même que plusieurs politiques éducatives nouvelles sont impulsées par le ministère(plan Santé mentale, Orientation, etc.), qui se rajoutent aux politiques déjà déployées, il n'est pas possible que leur mise en œuvre sur le terrain se fasse sans moyens nouveaux, car cela revient à fragiliser les missions, qui, certes sont plus anciennes, mais dont la poursuite est toujours pleinement d'actualité : un enrichissement des politiques éducatives publiques doit s'accompagner d'un enrichissement du budget pour les porter !**La FSU regrette qu'au-delà du redéploiement de quelques postes administratifs issus de la disparition de 2 établissements (Rabelais et Monod), qu'aucune création pour pallier le déficit de poste présent dans les établissements et dans les services académiques ne soit envisagé alors que les besoins existent depuis des années. De plus, une réflexion plus poussée doit être menée sur la cartographie des agences comptables et en concertation avec les organisations syndicales. Il faut noter aussi que les inquiétudes grandissantes des personnels qui travaillent dans les trois GRETA de l'académie ne sont pas du tout évoquées dans aucune instance de l'académie.**

Oui, donc, le budget 2026 de l'Éducation nationale est un budget d'austérité, qui fait le choix de la poursuite de la dégradation de l'École publique. Et il est de plus en plus souvent perçu comme tel par nos concitoyens. C'est pour un budget rectificatif 2026 et un budget 2027 à la hauteur des enjeux que la FSU appelle à une semaine de mobilisations du 30 mars au 3 avril, avec grève mardi 31 mars : les dégradations des conditions d'enseignement ne peuvent plus continuer, la réparation de notre système éducatif doit être engagée. Il est encore temps de profiter de toutes les marges de manœuvre que les évolutions démographiques rendent possibles.

Pour clore cette déclaration liminaire, un mot sur la Protection Sociale Complémentaire qui entre, dans l'attente de son volet Prévoyance, dans le concret. La FSU déplore le manque de communication de l'employeur que vous êtes de ce dispositif, et dénonce - à nouveau - les modalités de sa souscription. Il est encore temps de corriger le tir, et nous nous vous appelons à le faire !